



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture
Service de la coordination
des politiques publiques
Bureau des procédures environnementales

Arrêté préfectoral complémentaire modifiant l'arrêté préfectoral 2017-1984 du 7 mars 2019 autorisant la société TTM Environnement à valoriser en épandage agricole des cendres brûlant de la biomasse par l'ajout d'une chaufferie et l'extension du plan d'épandage sur les territoires de quatre nouvelles communes : Arraye-et-Han, Moivrons, Nomeny et Villers-les-Moivrons

N° 2021-0720

LE PRÉFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et en particulier ses articles R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2006-523 du 12 avril 2007 modifié autorisant la société TTM Environnement à exploiter à Custines (54 670) des installations de transit et traitement de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2017-1984 du 7 mars 2019 autorisant la société TTM Environnement à valoriser en épandage agricole des cendres transitant sur son site de Custines, issues de 7 chaufferies brûlant de la biomasse sur les territoires de 11 communes : Belleau, Bezaumont, Custines, Faulx, Landremont, Leyr, Loisy, Malleloy, Millery, Sivry et Ville-au-Val ;

Vu le courrier de la société TTM Environnement du 9 juillet 2021, portant à la connaissance de Monsieur le préfet de Meurthe-et-Moselle d'une modification notable consistant en l'extension du périmètre d'épandage sur 4 nouvelles communes (Arraye-et-Han, Moivrons, Nomeny et Villers-lès-Moivrons) de cendres de bois sous-foyer issues de la combustion de biomasse d'une chaufferie située à Hattigny (57), et le dossier joint, complété en dernier lieu le 27 janvier 2022 ;

Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes de Moivrons, Nomeny et Villers-lès-Moivrons et l'absence d'avis de la commune de Arraye-et-Han ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, référencé AN/NW/1070-2021 en date du 27 janvier 2022, portant sur l'examen du porter à connaissance sus-visé ;

Vu l'avis favorable émis par le Conseil départemental des risques sanitaires et technologiques sur le projet d'arrêté annexé au rapport de l'inspection des installations classées du 25 février 2022 lors de sa séance du 13 mai 2022 au cours de laquelle les représentants de la société TTM Environnement ont été entendus ;

Vu le courrier du 17 mai 2022 par lequel le pétitionnaire a été invité à présenter ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral dans un délai de 15 jours ;

Vu le courriel du 18 mai 2022 par lequel le pétitionnaire indique que le projet d'arrêté préfectoral n'appelle aucune observations de sa part ;

Considérant que les modifications que projette d'apporter la société TTM Environnement à son plan d'épandage de cendres issues de chaufferies brûlant de la biomasse ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;

Considérant par conséquent que les modifications projetées constituent un changement notable mais non substantiel, au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, des conditions de valorisation en épandage agricole des cendres issues de chaufferies brûlant de la biomasse fixées par l'arrêté préfectoral n° 12017-1984 du 7 mars 2019 ;

Considérant que les termes du présent arrêté ne renforcent ni n'allègent les prescriptions imposées à la société TTM Environnement, que, dès lors, ils ne nécessitent pas d'être soumis à l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, comme le permet l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient de fixer des prescriptions complémentaires ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Article 1^{er} : Champ et portée du présent arrêté

Les conditions imposées par l'arrêté préfectoral n° 2017-1984 du 7 mars 2019, autorisant la société TTM Environnement, dont le siège est situé ZI du Pré à VAROIS – Chemin de l'Écluse à Custines (54 670) à valoriser en épandage agricole des cendres transitant sur son site de Custines, issues de 7 chaufferies brûlant de la biomasse sur les territoires des communes de Belleau, Bezaumont, Custines, Faulx, Landremont, Leyr, Loisy, Malleloy, Millery, Sivry et Ville-au-Val, sont modifiées et complétées par les dispositions du présent arrêté.

Article 2 : Producteurs initiaux des cendres

Les dispositions de l'article 1.2.1 « Producteurs initiaux des cendres » de l'arrêté préfectoral n° 2017-1984 du 7 mars 2019 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les cendres sous foyer de chaudières biomasse proviennent des chaufferies suivantes (producteur initial de déchets) :

Chaufferies « biomasse » (producteur initial des déchets)	Localisation	Quantités annuelles à épandre
COGELYO / CITE	FAREBERSVILLER (Moselle)	130 t
BIOFELY / BIOFELY	FORBACH (Moselle)	500 t
ENGIE COFELY	YUTZ (Moselle)	70 t
EPINAL ENERGIES ET ENVIRONNEMENT	EPINAL (Vosges)	220 t
ENGIE COFELY / FROMAGERIE L'ERMITAGE	BULGNEVILLE (Vosges)	205 t
BIOFELY / PAPETERIES DES VOSGES (PDV)	LAVAL-SUR-VOLOGNE (Vosges)	400 t
BIOFELY / LACTOVOSGES	SAULXURES-LES-BULGNEVILLE (Vosges)	190 t
ENGIE - Center Parc	HATTIGNY (Moselle)	70 t
	Quantité totale annuelle à épandre :	1 785 t

Article 3 : Épandages autorisés

Les dispositions de l'article 1.2.2 « Épandages autorisés » de l'arrêté préfectoral n° 2017-1984 du 7 mars 2019 sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'exploitant désigné à l'article 1.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2017-1984 du 7 mars 2019 est autorisé à épandre les cendres sous-foyer des chaudières brûlant de la biomasse désignées dans le dossier de demande d'autorisation et dans le dossier de porter à connaissance de l'extension du périmètre d'épandage. Le code de ce déchet est 10 01 01 (mâchefers, scories et cendres sous chaudière (sauf cendres sous chaudière visées à la rubrique 10 01 04)).

Aucun autre déchet ne peut être incorporé aux cendres sous foyer en vue d'être épandu. L'épandage de tout autre déchet, d'eaux résiduelles ou de boues est interdit.

La quantité annuelle de cendres issues de la combustion de biomasse autorisée à l'épandage est de 1 785 tonnes.

Article 4 : Parcelles épandables

Les dispositions de l'article 1.2.3 « Parcelles épandables » de l'arrêté préfectoral n° 2017-1984 du 7 mars 2019 sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'exploitant désigné à l'article 1.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2017-1984 du 7 mars 2019 est autorisé à épandre uniquement les cendres sous-foyer de la chaudière brûlant de la biomasse sur des parcelles agricoles situées sur le territoire des communes suivantes du département de la Meurthe-et-Moselle :

- BELLEAU,
- BEZAUMONT,
- CUSTINES,
- FAULX,
- LANDREMONT,
- LEYR,
- LOISY,
- MALLELOY,
- MILLERY,
- SIVRY,
- VILLE-AU-VAL,
- ARRAYE-ET-HAN,
- MOIVRONS,
- NOMENY,
- VILLERS-LES-MOIVRONS.

Sans préjudice des autres prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2017-1984 du 7 mars 2019 modifié, les épandages ne sont autorisés que sur les parcelles définies dans le dossier de demande d'autorisation et dans le dossier de porter à connaissance de l'extension du périmètre d'épandage, à l'exception des parcelles DROU 13, DROU 14 ET DROU 15 situées sur le territoire de la commune de BELLEAU.

Les parcelles épandables, des terres labourables ou des prairies temporaires, représentent une superficie épandable (surface des parcelles moins les surfaces exclues) de 641,74 ha.

Les épandages sur les prairies permanentes et les cultures maraîchères sont interdits.

Article 5 : Suivi des sols des parcelles présentant une teneur en nickel supérieure à 50 mg/kg MS – Dispositions particulières

Le tableau listant les îlots présentant une teneur en nickel supérieure à 50 mg/kg MS mais inférieure à 75 mg/kg MS de l'article 1.2.9.3 « Suivi des sols des parcelles présentant une teneur en nickel supérieure à 50 mg/kg MS – Dispositions particulières » de l'arrêté préfectoral n° 2017-1984 du 7 mars 2019 est remplacé par le tableau suivant.

Commune	Îlot
LEYR	BARR 2B
BELLEAU	VAUT5
SIVRY	VAU 21
VILLERS-LES-MOIVRONS	VEALB 1

Article 6 : Infractions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté pourront entraîner l'application des sanctions pénales et administratives prévues par l'article 7 du livre I du code de l'environnement.

Article 7 : Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

- 1° une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de CUSTINES et pourra y être consultée par toute personne intéressée,
- 2° un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché dans la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois. Le maire établira un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la préfecture.
- 3° l'intégralité du présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 8 : Droit des tiers

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du Préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut de réponse, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe les prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

Article 9 : Recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de NANCY (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 38 – 54 036 NANCY Cedex, ou par voie électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article 13 ci-dessus ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 3° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 10 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de la commune de Custines, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié :

– à Monsieur le directeur de la société TTM Environnement

et dont copie sera adressée :

- à Messieurs les maires de Arraye-et-Han, Moivrons, Nomeny et Villers-lès-Moivrons,
- à Monsieur le directeur départemental des territoires,
- à Madame la directrice de l'agence régionale de santé,
- à Monsieur le président de la chambre d'agriculture du Grand-Est, mission recyclage agricole des déchets.

Nancy, le **25 MAI 2022**

Le préfet
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Julien LE GOFF